

de la Catalogne, proclamant son indépendance). Et, aux Asturies, les forces de l'armée, de la police, de l'aviation ne se sont-elles pas jetées, pendant des semaines, contre les mineurs et les ouvriers privés de tout guide dans leur lutte héroïque? Le séparatisme basque, qui n'avait fait qu'annoncer la tourmente qui approchait par ses protestations des derniers mois, laissera écraser les luttes des Asturies et, au surplus, les bataillons de la terreur gouvernementale seront dirigés par un séparatiste qui fera sans doute demain un nouveau serment de fidélité à la République et aux autonomies régionales.

De 1930 à 1934, une cohérence d'acier établit la logique des événements. En 1930, Bérenguer est appelé, par le roi Alphonse XIII, qui espère pouvoir répéter la manœuvre de 1923, lorsqu'il parvint à contenir, dans le cadre de la légalité monarchique, les conséquences des désastres marocains. En 1923, Primo de Rivera est substitué à Bérenguer, considéré comme responsable du désastre marocain, et cette modification gouvernementale permit d'éloigner l'attaque des masses qui devaient, évidemment, faire tous les frais de l'opération gouvernementale se concluant par sept années de dictature agrarienne-cléricale. Mais, en 1930, la situation économique était profondément bouleversée par l'apparition de la crise et il ne suffisait plus d'avoir recours à des simples manœuvres gouvernementales. En février 1931, les conditions étaient déjà mûres pour des mouvements prolétariens et la menace existait d'une grève des cheminots : alors il faut avoir recours aux grands coups de théâtre et on offre aux masses les têtes de Berenguer et du roi. Sur l'intervention du monarchiste Guerra et en accord avec le républicain Zamora, le départ du roi est organisé avant la sortie des ouvriers des usines. Le mouvement de dilatation vers la gauche continue jusque fin 1931 et c'est uniquement ainsi que l'on mettra les masses devant une difficulté extrême pour se forger l'organisme de la victoire : son parti de classe. Il n'était pas possible de supprimer les conflits de classe, le capitalisme ne pouvait que mettre ces conflits dans de telles conditions qu'ils ne puissent aboutir qu'à la confusion sans issue. Et la République sert ce but. Au début de 1932, le gouvernement de gauche fait son premier essai et passe à l'attaque violente contre la grève générale proclamée par les syndicalistes. A ce moment, la concentration du capitalisme se fait autour de son aile gauche et le réactionnaire Maura pourra faire plébisciter le gouvernement Azana-Caballero par les Cortès républicaines.

L'élan des masses, produit des circonstances économiques, après s'être égaré dans les chemins de la République et de la démocratie, fut brisé par la violence réactionnaire du gouvernement radical-socialiste et il en résulta une conversion opposée de la bourgeoisie vers son aile droite : nous aurons, en août 1932, la première escarmouche de Sanjurjo pour la concentration des forces de la droite. Quelques mois après, en décembre 1933, c'est le carnage des ouvriers lors de la nouvelle grève décidée par les syndicalistes au moment où les élections fournissent l'occasion pour déplacer à droite l'orientation de la République Espagnole. Par conséquent, octobre 1934 marque la bataille frontale pour anéantir toutes les forces et les organisations du prolétariat espagnol. Et triste et cruel épilogue des errements syndicalistes, en présence d'un tel carnage, nous verrons l'abstention de la Confédération du Travail anarchiste qui considère ne pouvoir se mêler à des mouvements politiques...

Gauche-droite ; république-monarchie ; appui à la gauche et à la république contre la droite et la monarchie en vue de la révolution prolétarienne ; voilà les dilemmes et les positions qu'ont défendus les différents courants agissant au sein de la classe ouvrière. Mais le dilemme était autre et consistait dans l'opposition : capitalisme-prolétariat, dictature de la bourgeoisie pour l'écrasement du prolétariat, ou dictature du prolétariat pour l'érection d'un bastion de la révolution mondiale en vue de la suppression des Etats et des classes.

Bien que l'économie espagnole ait pu bénéficier des avantages conquis pendant la guerre par sa position de neutralité détenue, la structure de ce capitalisme offrait une résistance très faible aux contrecoups de la crise économique. Un secteur industriel trop limité en face d'une économie agraire très étendue et encore dominée par des forces et des formes de production non industrialisées. De tels fondements expliquent pourquoi les régions industrielles sont le théâtre de mouvements séparatistes dépourvus d'issue et qui doivent acquérir une signification réactionnaire du fait que la classe au pouvoir est quand même le capitalisme étendant sur tout le territoire l'emprise des organismes bancaires où se concentrent — autour des grands magnats — les produits de la plus-value des prolétaires et du surtravail des paysans. Une telle base économique laisse entrevoir la perspective qui s'ouvre devant la classe ouvrière espagnole qui se trouve dans des conditions analogues à celles connues par les ouvriers russes : en face d'une classe qui ne peut établir sa domination que par une dictature de fer et de sang, et il ne pourra battre cette domination féroce que par le triomphe de son insurrection.

Et la tragédie espagnole, tout comme celle d'Autriche, se déroulera dans l'inattention du prolétariat mondial immobilisé par l'action contre-révolutionnaire des centristes et des socialistes. Une simple offre de la part de l'I. C. qui sera même refusée par l'Internationale social-démocrate prétextant que le moment favorable était déjà passé. Comme si après la victoire de Hitler, quand le moment favorable était aussi passé, l'Internationale social-démocrate n'adressait pas des propositions d'action commune à l'I. C. ! Mais la pourriture et la corruption des organismes qui osent encore se proclamer ouvriers sont telles que sur les cimetières des prolétaires, les traîtres de hier et de demain ne feront qu'esquisser une manœuvre leur permettant de continuer leurs entreprises de trahison, jusqu'au jour où les ouvriers parviendront à balayer, avec la classe qui les opprime, toutes les forces qui les trahissent. Les milliers d'ouvriers espagnols ne sont pas morts en vain, car du sang dont s'est mouillée la République espagnole germera la lutte pour la révolution communiste, abattant toutes les diversions que l'ennemi ne cessera d'opposer à la marche libératrice de la classe ouvrière.

## Vers un « Parti Unique » en France

Au moment où les deux Conseils Nationaux de la C. G. T. et de la C. G. T. U. clôturaient leurs travaux, il semblait bien que l'union syndicale allait se réaliser par l'acceptation du « procédé de fusion » imposé par les dirigeants cégétistes et sur la base de l'abandon par les centristes, des « syndicats uniques ». Cette unité se serait donc réalisée par une dissolution pure et simple de la C. G. T. U. réintégrant la « vieille maison ». Nous avons, à plusieurs reprises, démontré qu'une telle unification aurait ajouté une nouvelle note de confusion parmi le prolétariat français : la reconstitution de l'unité syndicale ne pouvant être conçue que comme le couronnement d'un mouvement général de résistance et de grève des ouvriers français contre l'attaque capitaliste. Chaque moment de la préparation de ce mouvement devait être considéré comme une condition posée pour la fusion des deux Centrales syndicales.